Le PS et l'AI

Autor(en): **Gavillet, André**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **43 (2006)**

Heft 1711

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1009223

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Domaine Public

domainepublic.ch

Le PS et l'AI

Seule une augmentation de la TVA peut éponger le déficit de l'assurance invalidité. La hausse est inscrite dans le nouveau programme économique des socialistes, qui rechignent cependant à la soutenir devant le peuple et au parlement.

Ah ce lamento! de Pascal Couchepin à la radio romande! En quête de financement pour l'assurance invalidité (AI), il se retrouve la sébile vide. Une hausse des cotisations salariales, les radicaux n'en veulent pas et brandissent un référendum. Une hausse de la TVA, l'UDC et les socialistes la refusent, déplorait-il. Où qu'il se tourne, c'est non-non, ou oui-non, ou non-oui. Et comme les non se superposent, jamais, se désolait-il, une majorité ne se dégage.

Les tourments du ministre n'émeuvent pas. Le Conseil fédéral a sur ce sujet déposé un projet. Il lui appartient de le défendre. C'est pour l'essentiel une hausse de 0,8 point de TVA. Si la commission parlementaire n'en veut pas, qu'elle en assume la responsabilité!

Or la droite dure opposée à toute augmentation des prélèvements obligatoires cherche à mettre en place son dispositif. Qu'une partie du déficit soit prise en charge par le budget, propose-t-elle. Double avantage: les besoins de l'AI sont, en apparence, partiellement pris en compte et une pression supplémentaire motivée est exercée sur les dépenses publiques ordinaires. Et si cela ne suffit pas, on exigera dans la gestion de l'assurance un tour de vis supplémentaire. Cette double attaque, coordonnée, contre le budget et contre l'assurance est, pour le PS, un défi.

Si l'on se reporte au programme économique qu'il vient d'adopter le 24 juin à Delémont, on y lit qu'une augmentation de la TVA «serait nécessaire pour financer à long terme l'AVS et l'AI, même si la Suisse n'adhérait pas à l'UE.»

Qu'est-ce qui permet à Pascal Couchepin de déclarer publiquement que les socialistes ne veulent pas d'une augmentation de la TVA? Ou il fabule ou les commissaires socialistes n'ont pas lu le programme de leur parti.

Certes ce n'est pas facile d'assumer devant le peuple la hausse d'un impôt peu populaire, même pour une bonne cause. Mais il doit être possible de partager cette responsabilité avec une majorité gouvernementale. A défaut s'imposera, sans que le peuple soit consulté, le scénario décrit plus haut, celui du démantèlement. *ag*

Sommaire

Les électriciens suisses préfèrent le statu quo à un accès facilité au marché européen.
page 2

Le président de Zurich propose un droit de référendum fédéral pour les villes.
page 3

En trente ans la Suisse s'est transformée en un pays de pendulaires.
page 4

La SSR dépense une fortune pour le sport au nom du service public.
page 5

Les syndicats fondent une faîtière mondiale pour globaliser la défense des travailleurs.
page 6

Conseil fédéral

Prétendre que l'engagement des autorités lors d'une votation fausserait l'expression libre et fidèle de la volonté populaire, c'est considérer les citoyennes et les citoyens incapables d'apprécier la valeur des arguments présentés. Le danger provient plutôt des organisations disposant de sommes considérables pour défendre leurs intérêts et d'un parti comme l'UDC, prêt à répandre mensonges et calomnies pour triompher.

Edito page 3

JAA 1002 Lausanne
Annoncer les rectifications d'adresses

24 novembre 2006
Domaine Public nº 1711
Depuis quarante-trois ans, un regard différent sur l'actualité